

fait maintenant partie des études. Ce cours pourrait se faire en 15 à 20 leçons, ce qui prendrait peu sur le temps des élèves.

#### ÉCOLE FORESTIÈRE.

On pourrait aussi adjoindre à ces institutions une petite école forestière comme cela se pratique dans bien des endroits d'Europe : nous entendons ici par école forestière une certaine étendue de terrain, par exemple un arpent consacré au semis de graines d'arbres, au repiquage, à la transplantation. Nous insistons sur cette dernière recommandation parce que nos agriculteurs ne connaissent ni le temps propre à cueillir les semences, ni le terrain qui leur convient, ni les soins nécessaires pour empêcher de périr les jeunes plantes. Ils ignorent même la manière de planter les arbres.

#### RÉSERVES SUR LES TERRES NON CONCÉDÉES.

40. Si le gouvernement se décide à faire plus tard des grandes réserves de bois sur nos terres encore incultes, réserves appelées Réserves de l'Etat, l'on devra exiger des employés qui arpenteront chaque année les terres de la Couronne, de faire connaître dans leurs rapports la qualité du sol et la nature des différentes espèces d'arbres qui croissent dans les lieux par eux arpentés.

Comme nous l'avons dit plus haut, certains morceaux de terre qui sont impropres à la culture deviendraient très utiles si on les laissait en forêt.

Nous pensons que l'étude de l'histoire naturelle est suffisamment avancée dans le pays pour que l'on puisse exiger ces connaissances des Arpenteurs.

Et le témoin a signé,

Québec, 1er Avril 1869. OVIDE BRUNET, Ptre.

#### Chemins macadamisés.

Nous publions ailleurs le discours de l'Hon. M. LeMaire proposant la réponse au discours du trône. Parmi les excellentes choses qui s'y trouvent, nous remarquons avec infiniment de plaisir l'invitation faite au gouvernement d'adopter une politique d'encouragement pour le macadamisage des chemins.

C'est par les chemins et par les chemins seulement que peuvent s'écouler les richesses du commerce et de l'industrie ; que les produits variés de la campagne se dirigent vers les grands débouchés et que la population jouit du bénéfice des relations sociales. Les chemins sont les artères essentielles au courant de vie et d'activité, qui décide de la prospérité d'un pays.

Aussi, notre gouvernement local qui poursuit sa haute mission avec le souci intelligent de nos vrais intérêts, a porté sa première attention sur les chemins de colonisation et les chemins à lisses, qui sont aussi en vue de la colonisation.

Mais nous ne pensons pas qu'il faille tout

donner à la colonisation ; que l'on puisse sans injustice faire toujours payer l'habitant de nos vieilles seigneuries pour l'ouverture des terres, dont le rendement fera plus tard concurrence à ses produits sur les marchés.

Nos campagnes sont heureusement exemptes de cet esprit de jalousie et elles ont assez bien compris que l'aggrandissement d'un pays est pour l'intérêt de tous. Cependant, nous ne voyons pas les raisons qui condamneraient les anciennes paroisses à l'exclusion perpétuelle des secours publics.

Jusqu'à ce jour, les campagnes n'ont pas bénéficié, dans toute la mesure possible, du développement de nos villes et des facilités offertes par ces centres à l'écoulement.

L'état de l'agriculture dépend des encouragements qui lui reviennent sous une forme pécuniaire. Par un procédé de comptabilité naturelle, on attachera plus d'importance au produit qui rapportera le meilleur profit au delà des frais de production et de transport.

La chose est d'un effet sensible pour les alentours de Montréal, où les routes sont macadamisées et bien entretenues. On voit le goût de l'agriculture raisonnée se développer à vue d'œil et à mesure que nous nous enfonçons dans l'intérieur, les terres paraissent cultivées et entretenues avec moins de soins.

Les cultivateurs qui ont l'usage des routes macadamisées ont devant eux le continuel stimulant du transport à moins de frais pour les fruits de leur récolte.

En ayant la faculté de donner à la même puissance motrice une double efficacité de traction, ils trouvent pour l'excédant de poids dont ils peuvent charger le cheval l'équivalent d'un transport gratuit. Le même temps et les mêmes dépenses de l'homme et du cheval ont servi à une double quantité d'effets transportés. En vendant à la ville ces articles le même prix que d'autres venus de plus loin, mais en moindre quantité par charges, ils réalisent un surplus de bénéfice, puisque les frais de transport se trouvent repartis sur une plus forte quantité de produits.

En évaluant à une piastre les dépenses et frais de voyage par t. ajet, si le beau chemin a permis d'ajouter au chargement pour une valeur de cinq ou six piastres, ce sera une économie de 16 p. 100 sur la valeur finale du rendement annuel.

Si la récolte a donné pour \$600 de produits le beau chemin aura fait gagner annuellement \$96 au cultivateur. C'est ajouter une valeur capitale de \$1200 à la terre.

Il est donc de la plus haute importance que la campagne jouisse de beaux chemins et sous ce rapport nous pouvons dire que le Canada est inférieur à tous les pays.

On admire les superbes routes à surface dure, unie et graveleuse de la France et de l'Angleterre.

Il n'y a guère une voie allant du moindre rang à l'autre dans les campagnes américaines qui ne soit macadamisée.

Chez nos compatriotes du Haut-Canada presque tous les chemins sont également dans une condition superbe.

Il n'y a que nos bonnes campagnes bascanadiennes qui offrent un aspect pitoyable et des casse-cous désespérants.

Nous devons notre infériorité à trois causes : 1o. l'esprit de routine, 2o. l'insuffisance de la législation, et 3o. l'insuffisance des notions sur le mode d'assainissement et de chaussées.

C'est le devoir de notre législation de faire violence à l'insouciance qui forme l'un des traits de notre caractère. Nous n'aimons pas à être dérangés dans nos habitudes, surtout à la campagne. Il en est, du reste, un peu de même pour tous les pays. Mais il y a une foule de services que le législateur doit rendre à la population malgré elle. Le contrôle des chemins ruraux a tellement été abandonné au bon plaisir des intéressés qu'il semble régner une entente tacite à la campagne pour qu'on se ménage mutuellement et qu'on se pardonne les uns les autres les mauvais ponts et les mauvais chemins.

Il ne reste plus qu'un moyen au gouvernement pour réagir contre ce système. C'est de venir au secours de nos campagnes avec une mesure de macadamisage général, en leur fournissant une bonne partie des fonds nécessaires.

Il n'est pas injuste que les anciennes paroisses reçoivent leur petite part des subventions officielles pour améliorations publiques. Elles ne se plaignent jamais quand nous les faisons payer pour l'ouverture des townships. Il ne faut pas songer qu'à nous aggrandir ; il nous faut améliorer autant que possible le cœur même du pays et donner aux anciennes seigneuries toutes les facilités de communications, sans lesquelles le progrès éprouvera des obstacles sérieux.

La décision que viennent de prendre les paroisses de Longueuil et de Boucherville indiquent jusqu'à quel point le besoin d'améliorations se fait sentir. Nous admirons beaucoup le courage avec lequel les habitants se sont décidés à supporter les dépenses entières d'un chemin macadamisé. Ce qui est si nécessaire pour eux est nécessaire pour tout le pays ; mais nous doutons que toutes les campagnes soient en état de s'imposer les mêmes sacrifices et comprennent l'importance de les faire. — *La Minerve*.

Nous avons lieu de croire que le gouvernement provincial est décidé à introduire un système général de secours pécuniaires pour l'amélioration et le macadamisage des grandes routes dans les anciennes seigneuries. — *Minerve*.